



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5495 - Dimanche 17 octobre 2021 - Prix : 10 DA

Mostaganem  
**La longue et dramatique histoire de la harga**

Fruits, légumes, viandes...

## La hausse des prix s'aggrave à la veille du Mouloud

**L'inflation à l'heure du déficit d'activité**

Par Mohamed Habili

Les autorités financières du monde entier ne sont jamais satisfaites relativement à l'inflation : quand celle-ci augmente, elles s'en alarment, et font tout ce qu'elles peuvent pour la faire baisser, et quand elle diminue, elles s'en inquiètent encore plus, et cherchent par tous les moyens à la faire repartir à la hausse. Depuis la crise de 2008, elles savent qu'il vaut mieux être aux prises avec sa hausse qu'avec sa baisse. Pour elles, une inflation qui n'arrête pas de monter est toujours préférable à une inflation qui ne cesse de baisser, même si évidemment le commun des mortels serait pour sa part d'un avis opposé. Tant qu'elle n'a pas tourné à l'hyperinflation, ce qui somme toute n'arrive que rarement, et à chaque fois dans un contexte politique d'exception, l'augmentation généralisée des prix dans est en théorie le symptôme d'une économie en surchauffe. Une hausse des taux d'intérêt suffit alors à la refroidir. Quand il y a fièvre, en effet, il y a vie, et même effervescence, trop-plein de vie. La machine économique tourne plus vite qu'il ne serait raisonnable. Mais le remède existe, il est efficace : le renchérissement de l'argent, la hausse des taux d'intérêt. C'est beaucoup plus compliqué quand les prix se mettent à baisser dans plusieurs secteurs d'activité à la fois.

Suite en page 3

Massacres du 17 octobre 1961 à Paris

# Un crime colonial longtemps occulté par la France

● Décret présidentiel : une minute de silence chaque année à la mémoire des chouhada



A quelques mois de la fin de la guerre d'Algérie, le 17 octobre 1961, Paris a été le lieu d'un des plus grands massacres de civils commis en Europe au 20<sup>e</sup> siècle. Ce jour-là, des milliers d'Algériens étaient sortis manifester pacifiquement pour protester contre le couvre-feu discriminatoire imposé par le sanguinaire préfet de police de la capitale, Maurice Papon. La réponse policière sera violente et meurtrière.

Par Louisa Alt Ramdane page 2

Vol d'objets dans des chambres d'étudiants à Béjaïa

## Un individu arrêté dans une résidence universitaire

Prière contre la sécheresse

## Salat El-Istisqa accomplie à travers les mosquées du pays

Massacres du 17 octobre 1961 à Paris

# Un crime colonial longtemps occulté par la France

■ A quelques mois de la fin de la guerre d'Algérie, le 17 octobre 1961, Paris a été le lieu d'un des plus grands massacres de civils commis en Europe au 20<sup>e</sup> siècle. Ce jour-là, des milliers d'Algériens étaient sortis manifester pacifiquement pour protester contre le couvre-feu discriminatoire imposé par le sanguinaire préfet de police de la capitale, Maurice Papon. La réponse policière sera violente et meurtrière.

Par Louisa Ait Ramdane

Les rues de Paris étaient jonchées de corps d'innocents Algériens dont un grand nombre fut jeté vivants dans les eaux glaciales de la Seine, alors que d'autres ont été exécutés sommairement par balle, battus à mort ou pendus aux arbres des bois. Les chiffres parlent de 300 à 400 morts par balle, par coups de crosse ou par noyadés dans la Seine, de 2 400 blessés et de 400 disparus suite à une sauvage répression policière. Ce massacre a été longtemps occulté. L'historien Jean-Luc Einaudi avait fait remonter de la mémoire collective en France ces massacres dans son ouvrage «*La Bataille de Paris*», dans lequel il raconte l'histoire de ce massacre oublié pendant des décennies, refoulé par la conscience collective, étouffé par le gouvernement. Dans un autre témoignage, l'historien et universitaire français Olivier Le Cour Grandmaison a estimé que ce serait une erreur de vouloir porter le chapeau à Papon seul, soulignant que les massacres du 17 octobre 1961 doivent être reconnus par l'Etat français, responsable et coupable. D'ailleurs, il a qualifié ces massacres de «*crime d'Etat contre l'humanité*», commis en vertu d'un «*plan concerté*» à l'encontre de civils qui furent «*torturés et sommairement exécutés*». «*Ce qui a été perpétré alors est bien un crime d'Etat*», a affirmé Le Cour Grandmaison dans un entretien à l'APS, relevant que «*la question désormais est moins celle de la*

connaissance de ces massacres que celle de la reconnaissance des crimes d'Etat commis alors». Pour Henri Pouillot, témoin de la guerre de Libération nationale et militant anticolonialiste, «*ce n'est pas un simple pardon qui est nécessaire. Le pardon, c'est simplement la demande d'une excuse pour une petite faute, pas possible pour un crime*». Cet anticolonialiste français souligne que «*c'est à ce prix qu'un traité d'amitié entre l'Algérie et la France est possible. Ce traité d'amitié est nécessaire et indispensable, compte tenu des liens nombreux et des familles éclatées des deux côtés de la Méditerranée*».

Avec un langage cru et sans ambages, il a expliqué que le colonialisme, les tortures, les viols, les camps d'internement, pudiquement appelés regroupements ou encore les crevettes Bigard, sont des crimes contre l'humanité, ceux du 17 octobre 1961 et du 8 février 1962 sont des crimes d'Etat, alors que l'utilisation du gaz Vx et Sarin, les villages rasés au napalm (entre 600 et 800), les essais nucléaires, les exécutions sommaires et les corvées de bois sont des crimes de guerre. Pour ce qui est des propos tenus par le Président Macron sur l'Algérie, Pouillot a estimé que depuis quelques mois déjà, Macron cherchait à instrumentaliser les mémoires de la guerre de Libération nationale. Les mas-



sacres du 17 octobre 1961, en plein cœur de la capitale française, sont un événement emblématique et un paroxysme de la violence coloniale qui s'est exercée pendant toute la durée de la colonisation de l'Algérie et en réponse à sa guerre d'indépendance nationale, a précisé Gilles Manceron, historien français spécialiste de la colonisation française, également vice-président de la Ligue française des droits de l'homme et auteur de plusieurs ouvrages sur la colonisation française. Pour lui, «*la connaissance de cet épisode tragique et décisif de la guerre d'in-*

dépendance algérienne doit être approfondie par les historiens». Concernant les propos du Président français Emmanuel Macron contre l'Algérie, Manceron a indiqué que ces propos «*ne devraient pas être tenus par un chef d'Etat*». «*Les plus graves concernent l'affirmation de l'inexistence d'une nation algérienne avant la colonisation française, ce qui est la reprise d'un élément traditionnel du discours colonial*». L'historien a affirmé que «*ce n'est pas aux gouvernements d'écrire l'histoire, c'est aux historiens. Cette grave erreur historique en est la preuve*», a-t-il fait valoir, affirmant qu'«*avec ce type de déclarations, Emmanuel Macron tourne le dos à ses déclarations de*

2017 qualifiant la colonisation de crime contre l'humanité».

Pour le chercheur en histoire Fouad Soufi, «*ces événements sont bel et bien des massacres*», martèle-t-il, déplorant qu'ils aient, toutefois, «*pratiquement disparu de notre histoire*». Et de plaider, à ce propos : «*Je crois que ce qui est important pour une connaissance toujours plus approfondie de notre histoire, c'est que, désormais, il nous faut nommer et non plus seulement compter !*».

Le D' Saâdaoui Mustapha, enseignant d'histoire à l'université, a estimé que ces massacres perpétrés sous l'ordre du sinistrement célèbre préfet de Paris Maurice Papon, étaient un «*crime d'Etat*». La responsabilité sur ce qui s'est passé le 17 octobre 1961 à Paris incombe également à Michel Debré, alors Premier ministre et à Roger Frey, son ministre de l'intérieur, pas «*uniquement*» à Maurice Papon qui était préfet de la police de Paris et avait réprimé dans le sang la manifestation pacifique des Algériens, dont des dizaines furent jetés dans les eaux glaciales de la Seine. La police française avait commis le massacre pour éviter que la manifestation ne «*renforce la position du FLN et faire en sorte de minimiser l'impact de cette démonstration sur les négociations*», a-t-il poursuivi, ajoutant que le plus clair des Français voyaient la manifestation du 17 octobre 1961 comme «*un envahissement*» des rues de Paris par la communauté «*indigène*».

L. A. R.

## Décret présidentiel : une minute de silence chaque année à la mémoire des chouhada

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé de décréter l'observation d'une minute de silence, le 17 octobre de chaque année à 11h à travers tout le territoire national, à la mémoire des chouhada des massacres du 17 octobre 1961 à Paris, et ce à compter de ce dimanche, a indiqué samedi un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé de décréter l'observation d'une minute de silence, le 17 octobre de chaque année à 11h à travers tout le territoire national, à la mémoire des chouhada des massacres du 17 octobre 1961 à Paris, et ce à compter de ce dimanche.»

R. N.

## Emmanuel Macron dénonce des «crimes inexcusables pour la République»

LE PRÉSIDENT français s'est exprimé, hier, sur le massacre des manifestants algériens survenu le 17 octobre 1961 à Paris. Lors d'une cérémonie organisée au pont de Bezons, en banlieue parisienne, Emmanuel Macron a indiqué, dans un communiqué, que «*Les crimes commis cette nuit-là sous l'autorité de Maurice Papon sont inexcusables pour la République*» rapportent des médias.

H. N.

Hakim Toussar, DG de l'ANDPMEPI

## Un nouveau programme pour «la modernisation» des PME avant fin 2021

Le directeur général de l'Agence nationale du développement des PME et de la promotion de l'innovation (ANDPMEPI), Hakim Toussar, a annoncé le lancement, avant fin 2021, d'un nouveau programme de modernisation des Petites et moyennes entreprises (PME), à même d'assurer leur viabilité et de développer leur capacité à utiliser les nouvelles technologies. Dans une déclaration à l'APS, M. Toussar a indiqué que ce nouveau programme sera mis en œuvre grâce à un accompagnement technique assuré par l'Agence allemande de la coopération internationale (GIZ) pour le développement en Algérie. Détaillant les objectifs de ce programme, le DG de l'ANDPMEPI a cité quatre principaux axes, en

tête desquels, l'augmentation de l'efficacité des entreprises dans l'exploitation des ressources énergétiques, leur permettre d'accéder à de nouveaux marchés, et la réduction des taux d'échec de telles entreprises en faisant le diagnostic des causes, en éradiquant tous les obstacles en vue d'augmenter leurs capacités compétitives et garantir «leur pérennité». Ce programme devra aussi encourager l'entrepreneuriat, l'innovation et la recherche scientifique au sein des entreprises, poursuit le même responsable. Les porteurs de projets bénéficieront, au titre de ce programme, de sessions de formation assurées par la GIZ, selon M. Toussar qui a souligné qu'il vise à conférer une plus grande souplesse dans la

traitement avec les porteurs de projets, en vue de concrétiser leur projets sur le terrain, dans les meilleurs délais, notamment en levant les obstacles bureaucratiques qu'avaient connus les premiers programmes de l'ANDPMEPI relatifs à la mise à niveau des PME. Selon le même responsable, ce programme sera financé à travers le Fonds

de soutien à l'investissement et le Fonds de soutien à la compétitivité industrielle. S'agissant des perspectives de l'ANDPMEPI, M. Toussar a indiqué que son Agence s'employait à conclure des partenariats portant sur le soutien et l'accompagnement d'associations professionnelles dans l'objectif d'atteindre le plus d'entreprises.

R. D.

Bilan des dernières 24 heures

## 93 nouveaux contaminés et 3 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 3 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, le même nombre de cas que le bilan d'hier (3), portant à 5 870 le total des morts, a annoncé, hier, le ministre de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 93 cas, soit huit cas de moins par rapport au bilan d'hier (101), pour atteindre, au total, 205 199 cas confirmés.

R. N.

Présidence de la République  
**Abdelmadjid Tebboune** préside aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres

LE PRÉSIDENT de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, préside aujourd'hui dimanche une réunion du Conseil des ministres, a indiqué samedi un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, présidera, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'approbation d'un projet de loi sur la lutte contre la spéculation et d'exposés sur l'organisation de Djamaâ El-Djazaïr et la rentrée officielle dans les secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle», a précisé le communiqué. H. Y.

Fruits, légumes, viandes...

# La hausse des prix s'aggrave à la veille du Mouloud

■ A deux jours du Mawlid ennabaoui, les commerçants se montrent fidèles à leur habitude, celle d'augmenter les prix. Même si tous les produits connaissent une hausse depuis un moment, ils ajoutent quand même au moins 10 DA à leurs marchandises, tradition oblige !

Par Thinhinene Khouchi

Si les différents pays du monde affichent souvent des promotions et des réductions à la veille des fêtes et des grands événements, en Algérie c'est plutôt l'occasion de gonfler les prix pour profiter au maximum des consommateurs. En effet, comme le veut la tradition, à quelques jours de la fête du Mawlid, les différents produits alimentaires, notamment les fruits, légumes et viandes, connaissent une augmentation des prix. Si les étals sont bien garnis, les marchés bondés, les acheteurs se montrent hésitants devant les prix affichés. Au niveau du marché de Meissonnier, la pomme de terre est toujours proposée entre 85 et 100 DA le kilo, les carottes à 150 DA... Idem pour la courgette, utilisée dans les plats traditionnels préparés pour el Mawlid, comme la rechta, le couscous, la chekhchoukha, elle est affichée à 150 DA. Concernant la tomate, son prix varie selon sa qualité entre 70 DA pour la moins attractive et 130 DA le kilo pour la plus fraîche. Les poivrons ainsi que les aubergines sont à 80 DA le kilo, les oignons à 45 DA chez certains et 60 DA chez d'autres. Le chou-fleur est proposé à 150 DA et le haricot vert à hauteur de 260 DA. Concernant l'ail, il est désormais presque inaccessible avec un prix s'élevant à plus de



PHOTO: R.

700 DA le kilo. Même constat pour les fruits. Les pommes sont affichées à 450 DA, les poires à 400 DA et les raisins entre 270 et 300 DA. Du côté des viandes, notamment le poulet, la hausse de son prix est graduelle. En effet, proposé il ya une année d'abord à 280 DA, ensuite à 300 DA puis à 400 DA, aujourd'hui, il est à plus de 480 DA le kilogramme. En outre, concernant la hausse du prix de la pomme de terre, l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (Onilev) a lancé, jeudi dernier, une large opération d'approvisionnement des mar-

chés nationaux en quantités importantes de pomme de terre, selon son directeur général, Abdelaziz Ouchmane. Selon le DG de l'Office, qui a donné le coup d'envoi de la première opération de déstockage de la pomme de terre à partir de la commune de Meftah, dans la wilaya de Blida, a expliqué que cette opération est «très importante», car elle permettra l'approvisionnement des marchés nationaux de 12 wilayas. Il a souligné que ce programme permettra d'approvisionner les marchés avec plus de 10 000 tonnes tous les dix jours jusqu'à fin

novembre, ajoutant que le déstockage se fera à travers des entrepôts implantés dans 12 wilayas, à savoir Tlemcen, Mascara et Relizane, Ain Defla, Blida, Tipasa, Boumerdès, Alger, Médéa, Bouira, etc. Le même responsable a expliqué que la rareté des pommes de terre sur le marché a ses justifications pratiques et techniques, car «le secteur connaît chaque saison une période de vide naturel, où la production est faible et diminue en raison de la fin de la saison des récoltes».

T. K.

## BTPH en Algérie

### «Un savoir-faire exportable»

Le savoir-faire capitalisé par les entreprises algériennes en matière de conception et de réalisation d'ouvrages est «certainement exportable», estime un expert du secteur, soulignant la nécessité de mettre en place les conditions nécessaires pour l'accompagnement et l'encouragement des exportateurs des services du BTPH. Les entreprises algériennes du secteur du BTPH disposent «sans nul doute d'une large expérience acquise à travers la réalisation de vastes programmes de construction lancés par les pouvoirs publics depuis plusieurs décennies», a souligné le conseiller du directeur général de la Caisse nationale du logement (CNL), Saadane Kadri, dans une analyse publiée dans le dernier numéro de la revue d'information éditée par la Caisse, «Bâtisseurs.dz». A cet effet, le savoir-faire capitalisé par ces entreprises en termes de conception et de réalisation d'ouvrages est «certainement exportable», a affirmé M. Kadri. Or, observe-t-il, l'amorce du développement des exportations

du secteur du BTPH passe par un certain nombre de préalables et de conditions à réunir par l'entreprise, d'une part, et par les pouvoirs publics, d'autre part. Les principales mesures à prendre par l'entreprise à son niveau s'articulent autour de plusieurs axes, selon l'expert, entre autres, la nécessité de réaliser un diagnostic de l'entreprise pour évaluer ses forces et ses faiblesses et mesurer son aptitude à aller sur des marchés extérieurs. Si le diagnostic «ne révèle pas de faiblesses majeures», une stratégie d'exportation est à élaborer par l'entreprise, souligne-t-il, précisant que cette stratégie devra tenir compte de plusieurs aspects et intégrer plusieurs paramètres tels que les études des marchés des pays ciblés, l'évaluation des risques du marché ciblé, l'étude de la concurrence, les méthodes de détermination des coûts et de fixation des prix, la maîtrise des réglementations relatives aux passations de marchés en Algérie et dans les pays ciblés, ainsi que la maîtrise des réglementations

bancaires dans les pays ciblés et une bonne connaissance des moyens de paiement internationaux. Quant aux pouvoirs publics, leur rôle est important, selon M. Kadri, dans la mesure où ils doivent assurer la mise en place d'un dispositif spécifique d'encouragement, de promotion et de soutien, y compris financier, des exportateurs de services et créer un environnement favorable au développement de ces exportations, notamment aux plans du cadre réglementaire, des incitatifs financiers et fiscaux, de la facilitation des formalités et procédures, ainsi que de l'accompagnement des exportateurs. Il a, dans ce sens, jugé «opportun» d'engager un débat sur cette thématique de l'exportation des services du BTPH et des services connexes.

### Les exportations des services BTPH ont augmenté de 83 % en 2020

Affirmant que les exportations des services de construc-

tion avaient atteint 310 millions USD en 2020, soit une augmentation de près de 83 % par rapport à 2019, M. Kadri a, toutefois, noté que l'intervention d'entreprises de travaux algériennes sur des marchés extérieurs «peut paraître difficile». Cela est dû, ajoute-t-il, à l'état de la réglementation actuelle régissant notamment les mouvements transfrontaliers des équipements et engins de travaux, l'installation temporaire d'une structure de l'entreprise détentrice d'un marché de travaux à l'étranger, ainsi que les dispositifs de contrôle des changes qui ne tiennent pas toujours compte des spécificités de la réalisation de marchés de travaux à l'étranger. A ce titre, M. Kadri estime qu'il est «impératif et urgent» de définir et mettre en œuvre une stratégie nationale de promotion, de diversification et de développement des exportations de services pour que celles-ci puissent contribuer de manière plus significative aux ressources extérieures du pays et à l'amélioration de la compétitivité internationale de l'Algérie,

M. H.

## L'inflation à l'heure du déficit d'activité

Suite de la page une

C'est justement ce qui se passait dans les grandes économies depuis en gros la crise financière de 2008 jusqu'à l'année dernière, avec l'entrée en scène d'un nouveau acteur économique, complètement inattendu celui-là : la pandémie de Covid-19. Soudainement, les prix que pendant des années rien ne parvenait à relever ont inversé leur cours, renouant avec la hausse. Les banques centrales qui jusqu'alors ne réussissaient pas à atteindre leur cible d'inflation pourtant modeste de 2 %, bien qu'ayant recouru pour ce faire, et cela depuis plus d'une décennie à une politique monétaire expansionniste comme jamais, se sont retrouvées du jour au lendemain avec des taux d'inflation dont elles n'osaient même pas rêver auparavant. D'un coup, le spectre de la déflation, le plus effrayant de tous, s'est dissipé, envolé, parti ailleurs, on ne sait où. Qu'il ne soit plus là occupé à faire tomber de plus en plus bas les prix, la chose est indéniable. L'inflation qui reprend, c'est la preuve que l'économie mondiale est en train de se rétablir de la pandémie. Seulement cette inflation-là n'est pas la conséquence d'une surchauffe, mais de son contraire, d'un déficit d'activité induit par les confinements et autres fermetures d'entreprises et de frontières. On appelle stagflation une situation où les prix montent sans que l'activité économique ne soit en train de battre son plein. Historiquement inflation et stagnation ont marché de concert dans les années 1970, au sortir des Trente Glorieuses et à la veille de la révolution libérale. Les prix augmentent aujourd'hui parce que les pays riches, mais désormais pas nécessairement les plus productifs, ont rouvert leurs marchés, la vaccination étant chez eux de loin la plus avancée, mais sans que l'économie mondiale n'ait encore retrouvé son niveau de production d'avant la crise sanitaire. Si les prix sont à la hausse y compris dans un pays comme le nôtre, c'est également en raison de cette inflation couplée à un déficit d'activité sur un plan global. En Algérie en tout cas, c'est clairement une inflation importée. Ses causes ne sont pas dans le pays, mais hors de lui, dans le reste du monde, une moitié de celui-ci étant hors de la pandémie et une autre encore prise dans ses rets.

Younès F.

## Mostaganem

## La longue et dramatique histoire de la harga

■ L'émigration clandestine à destination de l'Europe n'est pas un phénomène nouveau, du moins à Mostaganem. Ce triste fléau avait commencé à Mostaganem dans les années soixante, juste quelques printemps après l'indépendance...

Par Lotfi Abdelmadjid

Tous se souviennent qu'au début de l'indépendance de l'Algérie, la France sollicitait en nombre la main-d'œuvre algérienne et beaucoup de jeunes ont pris leurs valises pour y émigrer.

Vers les années 1966, la demande de main-d'œuvre avait cessé et les portes à l'émigration vers la France se sont refermées. Juste après cela, à Mostaganem, l'ambition des jeunes de l'époque de partir comme leurs congénères ne s'était pas refroidie. Alors commençaient les tentatives de passages clandestins vers Marseille principalement. C'était le début du fléau à Mostaganem, même avec des départs quasi insignifiants à partir du port commercial.

A cette époque-là, le volume des exportations des agrumes et des céréales vers la France était assez important, d'où la fréquence des bateaux vers les ports français Marseille et Sète. Les cargos qui faisaient la navette hebdomadaire étaient ceux de la Compagnie Schiaffino, soit les navires tels que «*Schiaffino I*» et «*Schiaffino II*», «*Notre Dame d'Afrique*», le «*Relizane*» et le «*Mostaganem*».

Les candidats à l'émigration clandestine de l'époque était rarissimes car cela ne concernait que ceux vivant dans le chef-lieu de la wilaya et qui fréquentaient le port commercial. Aussi, faut-il le souligner, les moyens de communication de l'époque n'étaient guère à la portée de tout le monde. Nonobstant, il y avait un embryon d'organisation mais extrêmement discrète.

D'abord les passeurs furent des dockers ou même des manutentionnaires journaliers bien informés sur les départs des cargos vers Marseille.

Marseille, une destination prise car la traversée ne dépassaient jamais les 36 heures et était sécurisée. D'abord pour se constituer candidat, il faut être bien informé sur les mouvements des bateaux afin de ne pas se glisser dans une cale de cargo qui va faire plusieurs semaines de navigation au risque de mourir, par asphyxie, de soif ou de faim, au fond de la cale du navire. Il faut aussi être bien informé du produit transporté par le bateau en partance.

Il y avait, à cette époque, des cargos à éviter car ils transportaient des produits dangereux. Le danger était qu'une fois les cales fermées, certaines marchandises rejetaient des émanations de gaz toxiques. Pour ceux qui n'étaient pas dockers, ils travaillaient journaliers car à cette époque le volume des exportations était important et le port avait besoin de main-d'œuvre à la journée ou à la demi-journée.

Les candidats «*harraga*» étaient parmi les journaliers manutentionnaires. Ceux qui n'avaient pas la chance de décrocher le jeton pour l'embauche cette journée, accédaient clandestinement à l'enceinte du port par le tunnel de «*Chagnon*» existant sur la voie ferrée. Ces derniers se rassemblaient toujours sur les hauteurs du tunnel, mais cachés dans les vieilles cuves bunkérisées de la cave «*Savignon*» que l'on a toujours nommée «*Dar El Kahla*». Il faut préciser que cet endroit se trouvait sur les hauteurs du port devenant, pour les candidats, un poste d'observation qui servait à surveiller les mouvements des navires. Ce poste servait, pour les candidats venus d'ailleurs, d'hébergement jusqu'à l'embarquement.

A cette époque, il y avait des passeurs qui s'occupaient à fournir la bonne information sur les destinations, préparaient aux candidats à l'émigration la cachette parmi les marchandises dans la cale qui y convenait leur garantissant un minimum de confort et surtout la sécurité de ne pas être débusqués.

Toutefois, les bateaux ciblés ont souvent été ceux qui transportaient les agrumes car c'est parmi l'arrangement des caisses d'oranges en bois que l'on réservait un espace nommé à l'époque «*El Gourbi*».



Le «Schiaffino»

Il faut préciser aussi que certains avaient embarqué dans des pinardiers, bateaux citernes pour le transport du vin, mais dans certains recoins du navire. En général, il furent toujours délogés car les pinardiers sont souvent à un seul caboteur, donc trop petits.

Vers la fin des années soixante, on observait une recrudescence de la «*harga*», car l'information sur cette possibilité de passage clandestin s'est assez

vulgarisée, se propageant vers les zones rurales.

A partir de là, le nombre des candidats à l'émigration clandestine s'accroissait et les risques avec... Beaucoup de candidats, par manque d'informations, se sont glissés dans des cargos dont la destination n'était pas connue ; traversant, souvent, l'océan ou faisant des escales dans plusieurs ports sans que les cales ne soient ré-ouvertes... C'était la mort assurée. Beaucoup sont morts de soif et de faim, quelques fois asphyxiés par l'émanation de produits chimiques.

Il faut aussi souligner que, selon des dires, certains clandestins débusqués au cours du voyage, auraient été jetés carrément à la mer par des marins criminels. Après la recrudescence

de la «*harga*» à cette époque, le port commercial de Mostaganem devient une plateforme des passages clandestins, surtout vers la France. C'est ainsi que la surveillance des entrées et sorties du port se sont consolidées, luttant ainsi contre le fléau qui ne cessait de prendre de l'ampleur.

Vers la fin des années soixante, l'Algérie a criminalisé le phénomène, faisant de ce dernier un délit. Pour l'anecdote, quelques fois des clandestins ayant embarqué clandestinement à partir des ports de l'est ou du centre du pays débarquaient au port Mostaganem, se croyant à Sète ou à Marseille. Aujourd'hui, le drame est encore là, mais sous un autre type d'organisation. Un drame qui ne dit pas son nom. L. A.

Lycée El-Hammadia (Polyvalent) / Béjaïa

## Fin de la grève des enseignants

C'est la fin de la grève au lycée El-Hammadia (Polyvalent) de Béjaïa. Les élèves ont retrouvé leurs classes jeudi dernier. Le conseil syndical de cet établissement a décidé, à l'issue de sa réunion tenue mercredi dernier, de suspendre le mouvement de grève qui avait été décrété par la section syndicale du Cnapeste depuis la rentrée scolaire, réclamant la prise en charge d'un certain nombre de revendications et dénonçant les conditions de scolarisation et de travail «*chaotiques*» dans lesquelles évoluent le personnel et les élèves au niveau de cet établissement. Selon Aissat Amer, responsable de la section syndicale du Cnapeste activant dans le lycée,

«*nous avons décidé au cours d'une assemblée générale de suspendre la grève et de reprendre les cours jeudi, suite aux engagements pris par la direction de l'éducation d'ouvrir cinq salles au niveau de l'ITE dans moins de deux mois, comme solution provisoire pour décongestionner les effectifs, en attendant l'ouverture de cet établissement et sa transformation en lycée dès la rentrée scolaire prochaine*». Et d'ajouter : «*Nous avons également pu supprimer 4 groupes après leur réduction de 90 à 86, afin de réduire la pression sur les enseignants*». Par conséquent, «*nous avons réduit le volume horaire pour la majorité des enseignants, ce qui est un point positif*», a

poursuivi notre interlocuteur. Selon toujours M. Aissat, «*le wali s'est engagé, lors de ses visites à l'établissement, d'ouvrir l'ITE et le transformer en lycée. Une entreprise est déjà sur les lieux pour effectuer des travaux de restauration et d'aménagement nécessaires à cet effet*». Pour rappel, les parents d'élèves du lycée ont appelé, au courant de la semaine dernière, les responsables de l'établissement afin d'élaborer un programme de rattrapage des cours manqués durant les jours de grève. Pour sa part, la direction de l'établissement a informé, dans un communiqué, les lycéens de «*la reprise des cours*» après une grève observée par les enseignants depuis plus d'un

mois, afin de protester contre la surcharge des classes et le volume horaire d'enseignement jugé élevé. Plusieurs rencontres avaient réuni le personnel pédagogique du lycée, les parents d'élèves et l'administration ainsi que la direction de l'éducation, afin de trouver une solution à la crise. Pour rappel, des rassemblements ont été observés par les parents d'élèves, dont ceux des classes de terminale, devant le siège de la direction de l'éducation, afin de demander aux autorités du secteur d'intervenir, trouver des solutions aux problèmes posés et permettre la reprise des cours.

Hocine Cherfa

## Agriculture

# 130 exposants à la 19<sup>e</sup> fête de la figue de Beni-Maouche

■ 130 exposants ont animé, vendredi, l'ouverture de la 19<sup>e</sup> édition de la fête de la figue, qui intervient cette année dans un contexte particulier, marqué autant par les incendies de l'été que le manque d'eau, dont la conjonction a donné une récolte mi-figue mi-raisin, avec une production à peine de 72 000 quintaux, selon un bilan de la Direction des services agricoles, arrêté en date du 12 octobre dernier.



Par Salem K.

La campagne n'est pas encore clôturée, et la collecte est de nature à croître encore, d'autant que cette estimation se fonde sur la récolte de la moitié du verger, d'une superficie de 490 000 hectares sur un total en rapport de l'ordre d'un million d'hectares. Selon les prévisions, il est attendu une récolte globale de plus de 140 000 quintaux, précisera la même source, expliquant que ce niveau de performance est juste moyen et est de nature à booster encore les prix de cession du fruit, établi entre 800 et 1 500 dinars.

Les visiteurs, venus déambuler dans les allées du marché hebdomadaire de la commune, ont eu le choix entre les qualités

et les prix, le fruit étant présenté sous toutes ses coutures, qu'il s'agisse de l'espèce, de son gabarit, de sa couleur ou de sa saveur. Mais à cause de sa cherté, beaucoup ont hésité à acheter tout de suite, espérant trouver des opportunités plus amènes ultérieurement avec la clôture pas seulement de la foire mais de toute la saison figuicole.

Quoiqu'il a en soit, l'événement a suscité beaucoup de moments de joie, permettant à tous les amateurs de se retrouver et de faire leurs emplettes, d'autant qu'à côté de la figue, des étalages proposant des produits du terroir, notamment l'olive, l'huile et le miel ainsi que d'artisanat, s'offraient à profusion.

S. K.

## Energie

## Le pétrole en lévitation, le WTI touche un plus haut de sept ans

Rien ne semble pouvoir arrêter, à court terme, l'envolée des cours du pétrole qui ont poursuivi leur progression vendredi sur fond d'inquiétudes sur l'offre, le WTI touchant un nouveau plus haut depuis quasiment sept ans.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI), variété standard aux Etats-Unis, a atteint en séance 82,49 dollars pour la première fois depuis le 29 octobre 2014. Le Brent, lui, a touché 85,10 dollars, une hauteur qu'il n'avait plus fréquentée depuis le 10 octobre 2018.

Le WTI s'est ensuite un peu replié mais a fini, à New York, en hausse de 1,19 % ou 97 cents, à 82,28 dollars le baril pour livrai-

son en novembre. Il a signé une huitième semaine de hausse consécutive.

Quant au Brent, le baril pour livraison en décembre a terminé en progression de 1,02 % ou 86 cents par rapport à la clôture de jeudi, à 84,86 dollars.

«Le retour de la demande (après la pandémie de coronavirus) est plus rapide que celui de l'offre d'or noir», a résumé Andy Lipow, du cabinet Lipow Oil Associates, alors que les marchés financiers se sont montrés, ces derniers jours, plus optimistes sur la situation de l'économie mondiale, comme en témoigne le tassement du dollar.

Pour l'analyste, le marché a aussi relevé vendredi les infor-

mations de l'agence Reuters selon lesquelles des groupes chinois négocieraient actuellement des accords d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) pour faire face à leurs besoins en énergie, sur fond d'offre insuffisante de gaz naturel. Il s'agit d'un élément supplémentaire de nature, selon Andy Lipow, à favoriser les reports du marché du gaz vers celui du pétrole, ce qui bénéficie aux cours du brut. Pour les analystes de JPMorgan, ce transfert pourrait être accéléré par l'arrivée de l'hiver, annoncé comme plus rigoureux que la moyenne.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés de l'Opep+ restent

arc-boutés sur leur calendrier de relèvement progressif de la production et verrouillent ainsi, pour l'instant, un marché qui souffre d'une offre insuffisante.

Aux Etats-Unis, le cabinet spécialisé Baker Hughes a annoncé vendredi que dix puits nouveaux avaient été ouverts durant la semaine écoulée, ce qui porte le total à 543, soit quasiment le double d'il y a un an (+92 %).

Pour autant, le nombre de forages est encore sensiblement inférieur à son niveau de début mars 2020, au début de la crise du coronavirus aux Etats-Unis.

Quelque 250 puits manquent ainsi à l'appel.

Fatah B.

## Chicago

## Le blé de printemps au plus haut depuis neuf ans

Le blé de printemps a atteint vendredi son plus haut niveau depuis neuf ans, toujours propulsé par une mauvaise récolte due à la sécheresse, tirant avec lui le blé d'hiver, mais aussi le maïs.

Le Hard Red Spring Wheat, variété standard cotée à Minneapolis, a grimpé jusqu'à 9,80 dollars le boisseau (environ 27 kg), pour la première fois depuis fin juillet 2012.

Le «Small Grains Report», document publié le 30 septembre, avait montré que le ministre américain de l'Agriculture (USDA) tablait sur

une production 2021 quasiment réduite de moitié par rapport à 2020 (-44 %) et 2019 (-43 %).

Depuis, le prix de ce blé beaucoup plus riche en protéines que son alter ego de l'hiver et idéal pour les pâtes à pizza, bagels ou pains spéciaux, s'est envolé.

Vendredi, le blé d'hiver a évolué dans le sillage du blé de printemps, aidé aussi par la bonne tenue de la céréale au Matif, en Europe.

Le maïs a lui aussi été entraîné dans l'élan, selon Alan Brugler, du cabinet de recherche Marketing &

Management. Le Zea mays, son nom scientifique, a aussi bénéficié, comme jeudi, de la participation des opérateurs spéculatifs, qui ont acheté à bon prix les quantités qu'ils avaient déjà prévenu à un tarif plus élevé (ventes à découvert), empochant la différence.

Quant au soja, il a profité de l'annonce de trois commandes massives à l'export pour un total de près de 855 000 tonnes.

Après la chute qui avait suivi la publication mardi du rapport mensuel Wasde de l'USDA, relevant les estimations de production et de stocks, maïs et soja

reprentent ces couleurs et le marché se focalisent davantage sur la demande que sur l'offre.

Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en décembre a gagné 1,27 % à 7,340 dollars, contre 7,2475 dollars à la clôture de la veille. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en décembre a lui glané 1,74 % à 5,2575 dollars, contre 5,1675 dollars jeudi.

Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en novembre a conclu en hausse de 0,95 % à 12,1775 dollars, contre 12,0625 dollars.

Hani Y.

## Chine/Inde

## Les échanges commerciaux en passe d'atteindre un record de 100 milliards USD

Le volume des échanges commerciaux entre la Chine et l'Inde devrait franchir un record de 100 milliards de dollars en 2021, selon l'Administration générale des douanes de Chine. Le total des échanges a déjà atteint 90 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de l'année en cours, malgré le ralentissement des relations bilatérales en raison de l'impasse militaire persistante entre les deux pays dans la région frontalière du Ladakh.

Les exportations de la Chine vers l'Inde ont atteint 68,46 milliards de dollars à fin septembre, en hausse de 51,7 % en glissement annuel, en raison notamment des importations massives de fournitures médicales lorsque l'Inde était en proie à la deuxième vague de Covid-19 qui a frappé le pays en avril et mai derniers. Cependant, les exportations indiennes ont totalisé 21,91 milliards USD, soit une augmentation notable de 42,5 % par rapport à la même période de l'année écoulée, précise l'Administration chinoise.

Younès H.

## Marchés financiers

## Le bitcoin s'envole, le régulateur américain envisage d'ouvrir un peu plus le marché

Le prix du bitcoin a dépassé 60 000 dollars pour la première fois depuis avril et approchait son record alors que le gendarme boursier américain envisage d'autoriser des fonds indiciels (ETF) liés à la cryptomonnaie, ce qui pourrait doper la demande. Le cours du bitcoin s'envole de 40 % sur un mois et approche de son record historique atteint il y a six mois à 64 870 dollars, les acheteurs espérant que ce nouveau produit financier permettra à plus d'acteurs de la finance traditionnelle de participer au marché. Vendredi, la plus populaire des cryptomonnaies a grimpé de 8,37 % à 62 253 dollars à 20h50 GMT à New York. Depuis 2013, la SEC a toujours refusé les multiples dossiers de création de ces fonds cotés en Bourse qui répliquent le cours du bitcoin. Mais le régulateur pourrait approuver le lancement de ces produits la semaine prochaine, selon l'agence Bloomberg qui cite des sources proches du dossier.

Sur son compte Twitter, la SEC a écrit jeudi soir : «Avant d'investir dans un fonds qui détient des contrats futurs sur le bitcoin, assurez-vous d'avoir bien pesé les risques et les bénéfices», un message prudent cependant vu par les fans de crypto comme le signe que ces fonds vont bien être acceptés. Selon les informations de l'agence Bloomberg, les ETF américains devraient plus précisément être basés sur des contrats à terme liés au bitcoin. Le patron de la SEC, Gary Gensler, avait affirmé sa préférence pour cette option, plus facile pour le gendarme à réguler, par le passé.

R. E.

Musée national Cirta

# La valise muséale cible les établissements scolaires

■ L'ouverture de l'année culturelle 2021/2022 est marquée par plusieurs activités muséales à Constantine. Un programme de visites ciblant les établissements scolaires des zones d'ombre est annoncé par le Musée national Cirta.



Par Abia Selles

«L'activité pédagogique de la valise muséale a repris après trois ans de pause, avec un program-

me dédié aux établissements scolaires des zones d'ombre et des régions enclavées», a précisé à la presse Abdelmadjid Benzrari, chef de service d'animation, des ateliers et de la communication du musée.

Il a, dans ce contexte, ajouté qu'une des premières missions des animateurs de la valise muséale est de parler aux écoliers du patrimoine culturel universel que renferme le Musée national Cirta. Dans les détails,

M. Benzrari a relevé que les collections muséales, entre pièces archéologiques et tableaux d'art, sont, par la suite, présentées aux élèves, dans une visite virtuelle du musée, à travers des vidéos et des photos que les attachés de recherches commentent, relatant l'histoire de ces objets et les périodes auxquelles ils appartiennent.

«L'objectif de cette activité est d'attiser la curiosité des écoliers, leur faire découvrir notre patrimoine culturel et œuvrer à consacrer les fondements de l'identité nationale tout en mettant en évidence les civilisations anciennes qui se sont succédé à Constantine et la région Est du pays depuis la préhistoire», a affirmé M. Benzrari.

Il a également assuré que dans le cadre de la valise muséale, les écoliers sont invités à visiter «pour de vrai» le

Musée national Cirta et sont encouragés à visiter la page du musée sur le réseau social Facebook et interagir avec les amateurs du musée.

A l'occasion, un atelier de dessin est aussi proposé aux scolarisés des écoles primaires, invités à «s'exprimer sur papier pour mémoriser la journée de la valise muséale».

La valise muséale sera déposée le 17 octobre prochain au collège d'enseignement moyen (CEM) Loucif, dans la commune de Zighoud-Youcef, et partira le 24 octobre courant au CEM Djelloulia, dans la commune de Hamma Bouziane.

Le Musée national Cirta, considéré comme le deuxième plus grand musée en Afrique après le musée égyptien, constitue la mémoire de la région du fait qu'il représente le passé de la région Est du pays, de la préhistoire à celle coloniale en passant par les périodes numide, romaine, hafside et ottomane, entre autres.

Près de 17 000 pièces archéologiques, acquises grâce à des fouilles ou des découvertes fortuites, et représentant des périodes de la préhistoire à la période coloniale, sont actuellement exposées au Musée Cirta qui dispose aussi d'autres réserves non exposées.

Le Musée public Cirta de Constantine renferme également une collection de tableaux d'art et sculptures, réalisées entre le XVII<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle, signées par les peintres Nasreddine Dinnet, M'hamed Issiakhem et Amar Allalouche, entre autres. A. S.

60<sup>e</sup> anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961

## Une pièce de théâtre révolutionnaire présentée aux enfants

L'association culturelle d'Alger «Tafat» a donné, vendredi à Alger, une représentation théâtrale révolutionnaire au profit des enfants, à l'occasion de la Journée nationale de l'Immigration, correspondant au 60<sup>e</sup> anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961 à Paris (France), lors desquelles des milliers d'Algériens ont été massacrés.

Organisé par l'Office national de la culture de l'information (Onci), ce spectacle a été

animé par le conteur et membre de l'association susmentionnée, Khaled Gharbi, qui a présenté aux enfants la biographie de plusieurs héros de la révolution nationale et leurs sacrifices pour la liberté, tout en leur rappelant les crimes de la France coloniale.

Parmi les héros évoqués par le conteur, Ahmed Zabana, premier martyr guillotiné, devenu symbole de la lutte et de la résistance du peuple algérien contre l'occupant français et sa

barbarie.

Le conteur a estimé que l'objectif de ce spectacle «est de ne pas oublier ces héros et leurs sacrifices pour l'Algérie (...) ainsi que les massacres commis par la France coloniale contre les Algériens».

La chargée de l'information et de la communication à l'Onci, Fatiha Kbaïli, a fait savoir que l'Office «célèbre la journée nationale de l'Immigration comme chaque année, étant un événement national important»,

ajoutant que ce spectacle vise à «enseigner à nos enfants leur histoire et à leur inculquer l'amour de la patrie». Des centaines d'Algériens et d'Algériennes ont été torturés et assassinés par la police française le 17 octobre 1961, après avoir organisé une marche pacifique dans la capitale française pour dénoncer le couvre-feu qu'il leur est imposé à l'époque.

M. K.

Cinéma

## Jane Campion reçoit le Prix Lumière

«Le cinéma, c'est ma vie». La réalisatrice néo-zélandaise Jane Campion a reçu, vendredi à Lyon, le Prix Lumière, avant de saluer avec malice «les épouses et les assistantes» des Frères Lumière, les inventeurs du cinéma.

Se rendre dans cette ville du centre-est de la France, «c'est

comme aller à Bethléem ; là où les films ont été créés par les Frères Lumière, ils avaient sans doute des épouses et des assistantes et je les salue», a-t-elle lancé après avoir reçu le prix que ses promoteurs aiment à comparer au «Nobel du cinéma».

Après plusieurs années de silence, cette cinéaste âgée de 67 ans a présenté cette année son septième long-métrage, «The Power of the Dog», produit par la plateforme américaine Netflix et couronné à Venise par le prix de la meilleure réalisation. «Le pouvoir du chien» est une adaptation du roman éponyme de l'écrivain américain Thomas Savage. Benedict Cumberbatch et Kirsten Dunst y brisent les codes du western viril.

Le festival qui s'est ouvert

samedi dernier et se termine aujourd'hui, a permis aux cinéphiles de voir ou revoir ses six autres long-métrages, dont «La Leçon de Piano», qui lui avait valu en 1993 la Palme d'Or à Cannes, puis l'Oscar du meilleur scénario. La 13<sup>e</sup> édition propose au total près de 170 films et documentaires, beaucoup de grands classiques en version restaurée mais aussi quelques avant-premières, avec une série de rencontres avec des têtes d'affiche du cinéma contemporain comme l'Italien Paolo Sorrentino. Présente à la cérémonie vendredi, la légendaire Nan Goldin, 68 ans, a inauguré cette semaine une exposition de ses photographies de plateau de «Variety». Dans ce film signé par son amie Bette Gordon, elle

interprète ce qu'elle était à l'époque, une barmaid désabusée dans un bar de Manhattan, quand «New York était un petit monde où l'on pouvait rencontrer des gens et pas un marché».

Selon les organisateurs, célébrer Jane Campion était «l'une des dernières volontés de Bertrand Tavernier», une figure du cinéma français qui présida l'Institut Lumière de sa création en 1982 jusqu'à sa mort, en mars dernier. Il est désormais remplacé par l'actrice Irène Jacob à la présidence du festival.

La fréquentation du millésime 2021 «s'approche des records de vente de 2019» (200 000 spectateurs cette année-là), avant le grand creux lié à la pandémie de Covid-19, selon les chiffres officiels. F. H.

Musique

## Stromae revient avec le morceau «Santé»

Après huit ans d'absence, le chanteur belge d'origine rwandaise, Stromae, est de retour avec une nouvelle chanson, «Santé», premier extrait de son album à venir, a annoncé l'artiste sur sa page Facebook.

L'artiste aux 3 millions d'albums vendus s'appuie sur une trame mêlant cumbia sud-américaine et électro. Le titre est dédié aux travailleurs du quotidien à qui on ne prête pas toujours attention.

Stromae, 36 ans, prépare le terrain à un futur disque, dont la date de sortie n'a toujours pas été dévoilée.

Phénomène musical de l'année 2010, Stromae a remporté un grand succès en Belgique, en France et en Afrique francophone, lors de la sortie de son célèbre hit «Alors on danse».

R. I.

### Agend'Art

Opéra d'Alger Boualef-Bessaïh

23 octobre à 19h :

L'interprète de musique andalouse Lila Borsali est de retour sur scène pour présenter le spectacle «Min Dawhati El Atyar», Noubia Rasd Eddil, et un programme spécial non dévoilé.



Grande-Bretagne

# Après le meurtre d'un député, la sécurité en question

■ Le choc provoqué au Royaume-Uni par la mort du député conservateur David Amess, poignardé lors d'une permanence parlementaire - un acte terroriste qui, selon la police, pourrait être inspiré par l'islamisme - a remis le sujet de la sécurité des élus sur le devant de la scène, cinq ans après un autre meurtre.

Par Mourad M.

Vendredi, un homme de 25 ans a été arrêté dans l'église méthodiste dans laquelle le député de 69 ans et père de 5 enfants recevait ses administrés à Leigh-on-Sea, à environ 60 km à l'est de Londres. La police métropolitaine a qualifié le meurtre d'acte terroriste et indiqué que les premiers éléments de l'enquête «ont révélé une motivation potentielle liée à l'extrémisme islamiste». L'enquête est confiée à la direction antiterroriste. Selon des médias britanniques, l'homme interpellé serait un ressortissant britannique d'origine somalienne. Il partage les mêmes données qu'une personne récemment signalée au programme de lutte contre la radicalisation Prevent, selon «The Guardian». La police pense que l'attaquant a agi seul. Des perquisitions sont en cours à

deux adresses de Londres. La mort de M. Amess, un député depuis près de 40 ans loué par des parlementaires de tous bords pour sa gentillesse, a bouleversé le pays. En signe d'unité, le Premier ministre conservateur, Boris Johnson et le chef du parti d'opposition travailliste, Keir Starmer, ont déposé des gerbes de fleurs, côte à côte, sur les lieux du drame hier matin. Ce meurtre a rappelé un traumatisme récent, l'assassinat de Jo Cox en juin 2016. Cette députée travailliste de 41 ans avait été tuée de plusieurs balles et coups de couteau par un extrémiste de droite, Thomas Mair, 53 ans, une semaine avant le référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne. Vendredi, Kim Leadbeater, députée travailliste et sœur de Jo Cox, s'est déclarée choquée de «penser que quelque chose d'aussi hor-

rible puisse arriver à nouveau à un autre député, à une autre famille». Ces deux drames interrogent sur les dispositifs de sécurité entourant les députés, en particulier lorsque ceux-ci se trouvent au contact du public dans leurs circonscriptions. «Nous ne pouvons pas nous laisser intimider par un individu», a déclaré hier à Leigh-on-Sea la ministre de l'Intérieur, Priti Patel, soulignant l'importance pour les députés de «continuer à exercer leurs fonctions d'élus». Mais certains parlementaires préfèrent adapter leurs interactions avec le public par mesure de sécurité. Le député travailliste Chris Bryant a suggéré dans une tribune au quotidien «The Guardian» que les députés ne rencontrent leurs administrés «que sur rendez-vous». «Nous ne voulons pas vivre dans des forteresses. Mais je ne veux pas perdre un autre collègue d'une mort violente», a-t-il expliqué. Le député conservateur Tobias Ellwood, qui avait tenté de sauver la vie du policier Keith Palmer poignardé lors d'une attaque près du Parlement en 2017 revendiquée par le groupe jihadiste État islamique, a, lui, recommandé sur Twitter de suspendre temporairement les réunions en face à face entre les députés et leurs administrés. L'inquiétude est nourrie par les chiffres de la police qui montrent une augmentation des actes de délinquance envers les parlementaires. En 2019, Scotland Yard avait évoqué une



PH. &gt; D. R.

poussée de 126 % entre 2017 et 2018 et une hausse de 90 % dans les quatre premiers mois de 2019. Nombre d'élus ont raconté avoir fait l'objet de menaces de mort dans le contexte du Brexit qui a profondément divisé le pays. Les menaces et insultes pèsent aussi sur les assistants parlementaires. Jade Botterill, qui a travaillé pour la députée travailliste Yvette Cooper entre 2013 et 2019, a déclaré que les insultes et menaces lui avaient donné des cauchemars et l'avaient poussée à quitter son poste. En 2000, Andrew Pennington, assistant du député libéral-démocrate Nigel Jones, avait été tué à coups de sabre par un homme souffrant de problèmes psycho-

logiques qui avait aussi blessé M. Jones, en pleine permanence parlementaire à Cheltenham, dans l'ouest de l'Angleterre. En 2010, le travailliste Stephen Timms a été poignardé à deux reprises par une jeune islamiste de 21 ans, au motif qu'il avait voté en faveur de l'intervention militaire britannique en Irak en 2003. Il s'était remis de ses blessures qui auraient pu lui coûter la vie. Déterminé à «examiner la sécurité des députés et toutes les mesures à prendre», le président de la chambre des Communes, Lindsay Hoyle, a souligné que le drame envoyait «des ondes de choc à travers la communauté parlementaire et l'ensemble du pays».

M. M.



## Commentaire

Union

Par Fouzia Mahmoudi

C'est sans surprise que le congrès du Parti socialiste a officiellement désigné, ce week-end, Anne Hidalgo comme candidate officielle pour la présidentielle de 2022. Or, la candidate du PS ne brille pas dans les sondages et patine autour de 4 % d'intentions de vote. Un score qui pousse certains sympathisants socialistes à espérer une union des candidatures derrière un seul nom pour maximiser les chances d'atteindre au moins le second tour du scrutin présidentiel. Mais l'union des gauches n'est pas le plus aujourd'hui qu'un lointain souvenir et les candidatures sont aujourd'hui légion. La semaine dernière, c'est Jean-Luc Mélenchon qui fustigeait l'hypocrisie des autres forces de gauche. «J'ai quand même fait l'effort, par acquit de conscience, de tendre la main. J'ai proposé le "front populaire"». Réponse : «Non, c'est autour du Parti socialiste que doit se faire la coalition majoritaire», déclarait-il, lors d'une conférence à Sciences Po Paris. Et d'ajouter : «Ah bon ? Pourquoi ? Parce que vous êtes nés avec une cuillère en argent dans la bouche, ça vous donne des droits ? Vous ne respectez même pas les autres, vous ne faites même pas l'effort. C'est moi qui dois baisser les yeux, enlever mon bonnet, "merci mon maître"... Allez-vous faire voir ! Je ne le ferai pas». Visiblement piqué par la sortie de Mélenchon, Olivier Faure a vendredi matin décidé de répondre au leader de la France Insoumise. «Si on veut vraiment l'union, faire l'unité de la gauche, alors il faut bâtir une coalition. On négocie sur la base d'un projet. On n'arrive pas en disant : "Ralliez-vous à mon panache"», a ironisé le premier secrétaire du Parti socialiste. Olivier Faure a par ailleurs critiqué l'attitude du chef de file des Insoumis qui fait, selon lui, «cavalier seul depuis cinq ans» et n'a «jamais voulu tendre la main à qui ce soit». Pour le premier secrétaire du PS, Jean-Luc Mélenchon a «construit un projet» qu'il ne veut mettre «en commun avec personne». «Ce n'est pas comme ça qu'on construit l'union. Ce que propose Jean-Luc Mélenchon, c'est tout le monde derrière moi. C'est l'union pour les nuls», tance Olivier Faure. Et d'ajouter que, selon lui, Anne Hidalgo est la candidate de gauche qui, «par son expérience» et celle de «ceux qui l'entourent» présente le plus de solidité. Mais les déclarations de Faure rappellent surtout qu'il y a cinq ans le candidat du PS, Benoît Hamon, avait déjà refusé de se rallier à Mélenchon, bien mieux positionné dans les sondages et que les six points du candidat socialiste au premier tour aurait permis au candidat des Insoumis de se retrouver au second tour de la présidentielle. Or, aujourd'hui encore, si Mélenchon engrange autour de 10 % d'intentions de vote, cela reste le double du score de la candidate PS dont les chances de succès sont à ce jour très négligeables. La gauche risque ainsi de se retrouver en avril 2022 avec une fois encore une flopée de candidats, divisant ainsi un électoralat déjà affaibli et de plus en plus désintéressé.

F. M.

Côte d'Ivoire

## Avec un nouveau parti, Laurent Gbagbo signe un grand retour en politique

L'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, de retour au pays depuis juin après près de 10 ans d'absence, lance ce week-end un nouveau parti politique pour «réunir la gauche», avec l'élection présidentielle de 2025 en ligne de mire. «C'est le grand retour de Laurent Gbagbo sur la scène politique», assure à l'AFP Justin Koné Katinan, porte-parole de l'ancien chef de l'État. Depuis son arrivée à Abidjan le 17 juin, acquitté par la justice internationale qui le jugeait pour crimes contre l'humanité dans la sanglante crise post-électorale de 2010, Laurent Gbagbo n'a pourtant jamais été très loin de la politique. Visite chez l'ex-président et ancien rival Henri Konan Bédié, rencontre de «réconciliation» avec le chef de l'État Alassane Ouattara, rupture consommée avec son ancien Premier ministre, Pascal Affi N'Guessan : il a occupé le paysage politique ivoirien. «Assumons de faire de la politique», avait-il lancé dès le 10 juillet dernier, lors de sa visite chez M. Bédié. Le

Front populaire ivoirien (FPI), son parti historique fondé dans la clandestinité en 1982, étant désormais aux mains de M. Affi N'Guessan, M. Gbagbo a choisi de donner un nouveau souffle à son retour en créant sa propre formation. 1 600 délégués sont attendus au prestigieux Hotel Ivoire d'Abidjan pour rédiger le manifeste et les textes de cette nouvelle formation qui devrait s'appeler «Parti des Peuples Africains - Côte d'Ivoire» (PPA-CI). Dans le nom comme dans le logo - deux mains entrelacées dans une carte d'Afrique - qui seront proposés cette semaine, l'accent est mis sur la dimension panafricaine du parti. La souveraineté de l'Afrique face aux puissances occidentales devrait d'ailleurs faire partie des thèmes phares du congrès ce week-end. Pas question pour autant de délaissier la politique nationale en Côte d'Ivoire. Dans l'entourage de l'ancien président, le mot d'ordre est clair : ce nouveau parti vise à recréer un débat politique dans un

pays où l'opposition est considérablement affaiblie depuis 10 ans. «Nous voulons constituer un parti d'opposition politique normal qui apporte une critique. Pour que le débat quitte la violence et devienne essentiellement politique», clame Justin Koné Katinan. «On attend de voir si ce sera une opposition réelle ou un parti en quête du pouvoir. On verra comment ils vont procéder, quel sera leur programme alternatif», estime l'analyste politique Sylvain N'Guessan. Reste à savoir quelles personnalités politiques ivoiriennes rejoindront cette plateforme. Une grande partie des cadres et anciens ministres du FPI vont suivre leur ancien leader dans cette nouvelle aventure, mais quelques inconnues demeurent. Simone Gbagbo d'abord. L'ex-Première Dame, dont Laurent Gbagbo a demandé le divorce à son retour en Côte d'Ivoire, envoie des signaux ces dernières semaines pour faire cavalier seul, à l'image du lancement d'une plateforme la soutenant.

Sahara occidental occupé

# Une société chinoise annonce l'arrêt définitif de l'exploitation du phosphate

■ La société chinoise spécialisée dans le phosphate «Molybdenum» a annoncé, dans un message adressé à l'Observatoire Western Sahara Resource Watch (WSRW), avoir renoncé de manière définitive à l'acquisition de roches de phosphate pillées du Sahara occidental occupé.



Par Hani T.

En 2020, l'Observatoire a suivi les camions ayant transporté les roches de phosphate à partir du port de Santos (Brésil) à une zone industrielle fermée, a précisé le WSRW dans un communiqué publié sur son site électronique.

Selon les informations recueillies par l'Observatoire à partir du site en question, d'autres importateurs impliqués dans le commerce de phosphate provenant du Sahara occidental avaient été identifiés, dont la première est la société brésilienne relevant de la société chinoise «Molybdenum» qui a refusé de donner des informations aux médias locaux après avoir reconnu l'illégalité de son activité.

La société chinoise a annoncé aux investisseurs qu'elle cessera toute importation de phosphate provenant du Sahara occidental à l'avenir par ses sociétés en Chine et au Brésil, a noté le communiqué du WSRW.

Par ailleurs, une société canadienne avait annoncé la suspen-

sion de ses importations de phosphate en provenance du Sahara occidental depuis 2018 en raison des pressions exercées par ses investisseurs, ce qui a conduit à la réduction des exportations de près de 50 %.

Depuis, le Maroc cherche de nouveaux investisseurs mais sans succès. En revanche, les exportations de phosphate vers le Mexique avaient repris en juillet 2021, en dépit du fait d'être un Etat reconnaissant la République arabe sahraouie démocratique et avec laquelle il entretient des relations diplomatiques.

## Lettre des sénateurs à Blinken : le Front Polisario exprime sa satisfaction

Le représentant du Front Polisario aux Etats-Unis, Mouloud Said, a exprimé, jeudi, sa satisfaction concernant la lettre adressée par dix sénateurs américains au Secrétaire d'Etat, Antony Blinken, dans laquelle ils l'interpellent sur la situation des droits de l'homme au Sahara

occidental.

Le diplomate sahraoui a indiqué, dans une déclaration officielle, qu'un «certain nombre de sénateurs ont écrit au Secrétaire Blinken au sujet de la situation des droits de l'homme au Sahara occidental, demandant à l'administration de faire en sorte que le volet relatif à la surveillance des droits de l'homme soit inclus dans le mandat de la Minurso (Mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental)».

Le diplomate a exprimé au nom du peuple sahraoui «sa gratitude aux sénateurs américains pour leur prise de position».

Dix sénateurs américains ont adressé mercredi une lettre au Secrétaire d'Etat, Antony Blinken, dans laquelle ils l'interpellent sur la situation alarmante des droits de l'homme au Maroc et au Sahara occidental occupé.

La lettre a été signée, entre autres, par le président de la Commission de défense du Sénat, James M. Inhofe, le sénateur du Vermont, candidat aux primaires démocrates, Bernard Sanders et le sénateur membre

sénior et ancien président de la commission judiciaire du Sénat, Patrick Leahy.

«Nous vous exhortons à réaffirmer le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination, à plaider pour la libération des prisonniers politiques et à protéger la liberté d'expression pour chaque Marocain et Sahraoui», ont plaidé les sénateurs.

Appelant le Secrétaire d'Etat à se concentrer sur les violations des droits de l'homme contre les militants sahraouis au Sahara occidental occupé et au Maroc, les sénateurs ont souligné la nécessité d'inclure un volet relatif à la surveillance des droits de l'homme dans le mandat de la Minurso (Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental).

«Alors que l'ONU prépare le renouvellement du mandat de la Minurso, nous vous demandons de faire le nécessaire pour permettre à l'ONU de surveiller les conditions des droits de l'homme dans la région et continuer à soutenir l'autodétermination», ont-ils souligné.

En décembre 2020, l'ex-président américain Donald Trump a reconnu la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, allant à contresens des positions américaines sur la question. Cette proclamation a été largement critiquée dans le monde mais aussi aux Etats-Unis et au sein même du parti républicain auquel appartient Donald Trump.

## Le Groupe de Genève appelle Guterres à faire respecter les droits de l'homme au Sahara occidental

Le Groupe de soutien de Genève pour la protection et la promotion des droits humains au Sahara occidental a appelé, vendredi, le Secrétaire général de

l'ONU à agir de manière forte en faveur du respect des droits de l'homme au Sahara occidental, tout en critiquant son rapport sur la situation dans les territoires occupés.

«Les organisations soussignées demandent au Secrétaire général de l'ONU de rétablir la confiance et d'inspirer l'espoir au Sahara occidental en agissant de manière ferme et cohérente pour les droits de l'Homme, y compris le libre exercice du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale», soutiennent, dans un communiqué, les 301 organisations qui composent le Groupe de Genève.

Les signataires «expriment leurs plus profondes préoccupations concernant le silence persistant du Secrétaire général de l'ONU sur les violations systématiques des droits de l'homme et du droit international humanitaire de la part du Royaume du Maroc dans le territoire non autonome du Sahara occidental qu'il occupe».

«Le contenu de son dernier rapport sur la situation concernant le Sahara occidental ne permet pas d'identifier le Secrétaire général comme l'incarnation des idéaux des Nations unies et porte-parole des peuples du monde, en particulier ceux qui sont pauvres et vulnérables», ont-ils déploré.

Le Groupe rappelle que «le Sahara occidental est le seul territoire non autonome listé par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui n'a pas de puissance administrante faisant rapport au Secrétaire général», relevant que «l'ONU et son Secrétaire général ont une responsabilité première envers le peuple du Sahara occidental».

H. T.

## Tunisie

### Najla Bouden insiste sur la cohésion du travail gouvernemental pour affronter la crise

La Cheffe du gouvernement tunisien, Najla Bouden, a souligné, vendredi à Tunis, l'importance de la cohésion et de la complémentarité de l'action gouvernementale et l'impératif pour les membres du gouvernement de travailler de concert pour relever les défis qui attendent le pays en cette phase exceptionnelle et faire face à la conjoncture économique difficile, rapporte l'agence TAP.

Elle a appelé les ministres à «œuvrer avec sérieux et abnégation pour rétablir la confiance du citoyen en toutes les institutions

de l'Etat», et à «fixer chacun les priorités de son département», a indiqué un communiqué de la Présidence du gouvernement, publié à l'issue d'une réunion du gouvernement.

La Cheffe du gouvernement a écouté les propositions des ministres et mis l'accent sur la nécessité d'impulser le travail du gouvernement pour répondre aux attentes des Tunisiens, indique-t-on de même source.

Le premier Conseil des ministres du gouvernement Bouden s'est tenu jeudi à Carthage sous la présidence du

chef de l'Etat, Kaïs Saïed.

Najla Bouden avait dévoilé lundi la composition de son gouvernement, constitué de 24 ministres dont 9 femmes et une Secrétaire d'Etat qui ont prêté serment devant le président de la République.

## Covid-19 : 5 décès en Tunisie

Cinq décès suite à une contamination par le coronavirus ont été enregistrés jeudi, a annoncé, vendredi, le ministère de la Santé dans un communiqué rendu

public.

Il s'agit également de 131 cas positifs recensés sur un total de 4 980 analyses effectuées, ainsi le taux des tests positifs est estimé à 2,63 %, a encore précisé la même source.

L'ensemble total des décès depuis l'apparition de la pandémie est estimé à 25 082, a encore précisé la même source.

Le nombre déclaré des décès a remarquablement baissé ainsi que le taux des tests positifs et des malades hospitalisés dans les établissements publics et privés de santé.

Le nombre des personnes guéries jusqu'à la date du jeudi est de l'ordre de 191 personnes. Ainsi, le total des personnes guéries est estimé à 683 918.

Le ministère de la Santé a encore fait remarquer une baisse du nombre des malades pris en charge dans les établissements de santé dans les deux secteurs, public et privé, soit 523 malades, dont 10 nouveaux cas, 127 malades admis dans les services de soins intensifs et 51 sont sous respirateur artificiel.

R. M.





## Coupe d'Afrique des nations de tennis Quatre athlètes retenus pour une sélection

Quatre athlètes disputent une sélection au tennis club de Bachdjarah (Alger), hier et aujourd'hui, en vue de la Coupe d'Afrique des nations, prévue du 8 au 14 novembre en Tunisie, a annoncé vendredi la Fédération algérienne de tennis (FAT) sur sa page Facebook. Il s'agit de Mohamed Amine Aïssa Khalifa, Ayman Ali Moussa, Toufik Sahtali

et Saïd Ounis. Selon la même source, quatre autres athlètes convoqués pour cette sélection n'y prendront pas part pour diverses raisons : Samir Hamza-Reguig, Ryad Anseur, Mohamed Ali-Abibsi et Mohamed Forkan Lebdi. Deux athlètes rejoindront l'équipe nationale à l'issue de la sélection qui se déroulera en format Round-Robin.

### Boxe

## Stage de sélection du 27 octobre au 2 novembre à Alger

Un stage de prospection pour des pugilistes relevant de la catégorie des cadets se déroulera entre le 27 octobre courant et le 2 novembre prochain à la salle omnisports de Bordj El Kiffan (Alger), pour sélectionner les meilleurs athlètes qui représenteront les couleurs nationales aux prochains Championnats arabes de la catégorie, a-t-on appris, vendredi, auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAB). «Le stage est ouvert uniquement aux pugilistes ayant le statut de

champion de wilaya», a encore précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel. La FAB a insisté, par ailleurs, sur le respect des mesures de prévention de Covid-19, et surtout sur le pass sanitaire qui leur sera probablement très utile en cas de sélection pour voyager et disputer les prochains Championnats arabes. Cette compétition est prévue à la fin du mois de novembre prochain au Koweït, a-t-on encore appris de même source.

### Supercoupe Dames

## L'expérience du HB El Biar a eu raison de la volonté du CF Boumerdès

Le HB El Biar n'a pas donné l'occasion à son adversaire en finale de la Supercoupe d'Algérie dames, le CF Boumerdès, de créer la surprise lors de cette sixième édition de l'épreuve jouée vendredi au Palais des sports Hamou-Boutléilis d'Oran. C'est surtout grâce à l'expérience de ses joueuses que le club algérois a réussi à enrichir son palmarès par un nouveau trophée, en l'emportant sur le score de 27-24 (mi-temps 15-13). L'entraîneur du HB El Biar, Moulay Fatah, dont il s'agit de la première sortie sur le banc de cette formation, a salué cette performance dans sa déclaration d'après-match à la presse. «Nous avons entamé notre préparation depuis déjà deux mois, et je peux dire que mes joueuses ont été bien récompensées pour avoir abordé le rendez-vous avec beaucoup de détermination. J'estime que l'aspect physique a fait la différence, car nous étions mieux préparés que l'adversaire», a-t-il dit. Cette épreuve inaugurale de la nouvelle saison 2021-2022 est intervenue également à point nommé pour les Algéroises qui s'apprêtent à disputer le Championnat arabe des clubs, dont le coup d'envoi sera donné le 23 de ce mois à Hammamet (Tunisie). «Il s'agit ainsi, selon Fatah Moulay, d'une bonne préparation pour la compétition arabe «pendant laquelle on tâchera de réaliser le meilleur résultat possible», a encore souligné le coach du HB El Biar. En fait, les filles d'El Biar seront accompagnées dans cette compétition par les finalistes malheureuses de la Supercoupe, à savoir le CF Boumerdès. Et si le HB El Biar est un habitué des épreuves Internationales, ce sera en revanche une première expérience du genre pour les filles de Boumerdès. Ces dernières vont partir à Hammamet pour faire de

l'apprentissage, explique leur entraîneur Abia Hani, à l'issue de la finale de la Supercoupe. Pour autant dire, Abia Hani a reconnu que les siennes manquent de préparation pour jouer une compétition aussi relevée. «Nous avons trouvé des difficultés pour nous préparer après plus d'une année d'arrêt. Ce n'est pas aussi facile de rattraper tout ce retard. Cela dit, comme il s'agit de notre première participation sur la scène internationale, on va en profiter pour gagner en expérience», a-t-elle encore précisé. La Supercoupe d'Algérie a mis aux prises, exceptionnellement cette saison, le champion de l'exercice 2019-2020, qui est le HB El Biar, et son vice-champion, le CF Boumerdès, vu que la Coupe d'Algérie des deux dernières saisons, tout comme la précédente édition du championnat, ont été annulées à cause de la pandémie de Covid-19, rappelle-t-on.

## Ligue des champions (2<sup>e</sup> tour préliminaire/aller)

# L'ESS en conquérant à Nouakchott

■ L'ES Sétif, deuxième représentant algérien en Ligue des champions d'Afrique après le CRB qui a joué hier face aux Ivoiriens d'Aséc Abidjan, tentera de réaliser un bon coup en déplacement, en affrontant les Mauritaniens du FC Nouadhibou (15h00), dans le cadre du 2<sup>e</sup> tour préliminaire (aller) de cette compétition prestigieuse.



Les Sétifiens décidés à aller loin dans cette compétition

Par Mahfoud M.

Contrairement au CRB, l'ES Sétif a hérité d'un adversaire relativement à sa portée : le FC Nouadhibou, dont le manque d'expérience sur le plan continental devrait faire son affaire. Loin de se considérer dans la peau du favori, l'Entente ne veut rien laisser au hasard et compte frapper un coup dès cette première manche prévue au stade de Nouakchott, comme l'a si bien indiqué l'entraîneur tunisien de l'ESS, Nabil Kouki. «Nous avons bien préparé cette double confrontation. Nous irons à Nouakchott avec l'intention de

réaliser un bon résultat face à une bonne équipe de Nouadhibou. Les joueurs sont prêts». Vainqueur mercredi en amical du MO Constantine (2-0), le vice-champion d'Algérie s'est qualifié au 2<sup>e</sup> tour préliminaire aux dépens des Gambiens de Fortune FC (aller : 0-3, retour : 3-0, aux t.a.b : 5-4). Le FC Nouadhibou n'a disputé qu'un seul match en championnat mauritanien, soldé par une victoire le 24 septembre dernier sur le terrain de Trarza AC (1-0). Les Sétifiens devraient faire très attention à cette équipe de Nouadhibou et être sur leur garde, au risque de vivre le scénario du premier tour où ils

avaient encaissé trois buts et failli sortir précocement de cette compétition. Éliminé la saison dernière en phase des poules, l'Aigle Noir souhaite aller le plus loin possible cette saison, d'autant que les dirigeants ont effectué un recrutement de choix pour jouer à fond la Ligue des champions. Pour diriger ce match, l'Association africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral sénégalais conduit par Issa Sy. Il sera assisté de ses compatriotes El-Hadji Malick Samba et Djibril Camara. La seconde manche est programmée entre le 22 et le 24 octobre à Sétif et Alger.

M. M.

### Supercoupe d'Algérie de handball (messieurs)

## Une première pour la JS Saoura

La JS Saoura a décroché la Supercoupe d'Algérie de handball (messieurs) face à la JSE Skikda, sur le score de 23-22 (mi-temps : 12-11) vendredi au Palais des sports d'Oran. Cette victoire a été le fruit de la détermination de «Canaris» du Sud, qui vient consacrer quatre saisons seulement de présence parmi l'élite, a déclaré l'entraîneur de la JSS, Lyes Bestandji. Et comme tout le monde dans le club était persuadé que l'occasion était propice pour écrire en lettres d'or l'histoire de ce club dans le jeu à sept algérien en disputant une première finale dans son palmarès, les protégés de Bestandji ont abordé la partie avec une meilleure détermination, comme l'atteste l'avance, maigre soit-elle, qu'ils ont pris à l'issue de la première mi-temps. Cette victoire, qui s'est dessinée dans les dernières secondes de la rencontre, devrait constituer une motivation supplémentaire pour les gars de Béchar avant leur participation, dans une dizaine de jours, à la Coupe arabe des clubs

prévue à Hammamet (Tunisie). Pour sa part, l'entraîneur du finaliste malheureux, en l'occurrence Farouk Dehili, s'est dit «fier» de ses protégés malgré la défaite.

Les poulains de Dehili auront l'occasion de se racheter dans quelques jours, puisqu'ils sont concernés, eux aussi, par la Coupe arabe des clubs. Un challenge qui s'annonce néanmoins, aux yeux de ce technicien, «très difficile». «Il faut reconnaître qu'on n'est pas bien préparés. On s'attend donc à ce que notre mission soit délicate à Hammamet. Ce sera, toutefois, une occasion pour mon équipe de gagner en expérience et surtout avoir plus de matchs dans les jambes en prévision de la nouvelle saison», a-t-il encore dit.

### Retour du public

Cette finale de la Supercoupe a été marquée par le retour du public dans les tribunes, une première depuis la propagation

du coronavirus en Algérie en mars 2019, ayant conduit d'abord à l'interruption de toutes les activités sportives, puis à leur relance mais à huis clos, concernant les sports collectifs. Le wali d'Oran, Saïd Sayoud, qui a présidé la cérémonie de remise des trophées, s'est justement attardé sur le retour des spectateurs dans les tribunes, ajoutant qu'Oran est honorée du fait qu'elle soit la première ville en Algérie à ouvrir le bal dans ce registre après plusieurs mois de «huis clos».

Il a profité de l'occasion pour appeler les jeunes et les mordus des rencontres sportives à «se rendre en masse aux centres de vaccination contre le Covid-19, afin de prévenir davantage la pandémie, surtout que l'accès aux stades et salles sportives est permis uniquement aux personnes vaccinées», a-t-il rappelé.

La finale de la Supercoupe messieurs a été précédée par celle des dames et a vu la consécration du HBC El Biar devant CF Boumerdès sur le score de 27 à 24.

Ghardaïa

### Arrestation de deux individus soupçonnés de trafic de psychotropes

DEUX individus ont été appréhendés par la sûreté de la daïra de Bounoura (Ghardaïa) pour leur implication présumée dans une affaire de possession et de trafic de psychotropes et 225 comprimés de psychotropes ont été saisis, rapporte, hier, un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya. La quantité de psychotropes emballée et entreposée dans les bagages des deux mis en cause a été découverte lors d'une opération de fouille préventive effectuée par ces services sur l'axe de la route nationale (RN-1), dans le cadre d'un plan de lutte contre la criminalité et la préservation des personnes et des biens lancé par la sûreté, a-t-on précisé. Les investigations et recherches menées dans le cadre de cette affaire sous la supervision du parquet, ont per-

mis l'arrestation des deux individus pour leur implication présumée dans le commerce illégal de psychotropes. Les deux suspects, âgés entre 26 et 31 ans, ont été présentés devant le parquet de Ghardaïa, après instruction d'une procédure judiciaire à leur encontre pour «*trafic et détention de psychotropes à des fins de commercialisation*». Ils ont été condamnés à cinq ans de prison ferme pour «*détention et commercialisation de psychotropes (produits pharmaceutiques sensibles) sans autorisation*», indique le document. L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les services sécuritaires en vue d'assécher les sources d'approvisionnement et de trafic de drogue et de psychotropes au niveau national, conclut la source sécuritaire.

O. N.

Energie/ Centre

### La CREG réunit les associations des consommateurs et les directeurs de l'énergie

LA COMMISSION de Régulation de l'électricité et du Gaz (CREG) organise demain à Alger la première rencontre régionale qui regroupera les associations de protection des consommateurs et les directeurs de l'Energie et des Mines des wilayas du Centre, dans le but d'entreprendre des actions communes, à même d'améliorer la qualité du service.

Cette rencontre, qui verra la présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, est «*la première du genre*», selon un communiqué du ministère publié hier. Elle

permettra d'«*asseoir une synergie*» entre la Creg, les directions de l'Energie et des Mines et les associations de protection des consommateurs par le biais d'actions dans différents domaines d'intérêt commun avec le régulateur, afin d'améliorer la qualité du service public, a ajouté la même source. Le ministère a annoncé que trois autres rencontres régionales pour les régions Est (Constantine), Ouest (Oran) et Sud (El Oued) seront organisées respectivement le 27 octobre et les 3 et 10 novembre 2021.

Maya H.

Habitat rural

### Réalisation de plus de 67 000 logements en 18 mois

PLUS de 67 000 logements ont été réalisés entre janvier 2020 et fin juin 2021, dans le cadre du programme d'habitat rural, considéré comme le segment favori dans le programme national de logement, selon les chiffres de la Caisse nationale du logement (CNL) publiés dans le dernier numéro de sa revue *Batisseur.dz*.

Sur 18 mois, et malgré la crise sanitaire liée au nouveau coronavirus, le programme d'habitat rural, «*un élément clé de la stratégie ciblant la promotion des espaces ruraux et la fixation des populations rurales qui représentent 32 % de la population globale*», a enregistré la réalisation de 67 086 logements, indique la revue dans son numéro d'octobre en cours.

Selon les chiffres avancés par la CNL, le programme d'ha-

bitat rural a enregistré 163 031 logements réalisés entre 2002-2004, puis 404 043 logements durant le quinquennat 2005-2009, 589 720 autres entre 2010-2014 et enfin 533 591 unités durant le quinquennat 2015-2019.

La formule de l'habitat rural, qui consiste à encourager les ménages à réaliser, en auto-construction, un logement décent dans leur propre environnement rural ou réhabiliter ou aménager un logement existant à l'effet d'améliorer leurs conditions d'habitat, totalise, depuis 2002, année de son lancement, 1 757 471 logements réalisés, soit un taux 91 % du programme notifié. Ce programme représente 48 % du global des livraisons, tous segments publics confondus.

D. R.

## Massacre du 17 octobre 61



Djalou@hotmail.com

Vol d'objets dans des chambres d'étudiants à Béjaïa

## Un individu arrêté dans une résidence universitaire

■ Un individu âgé de 24 ans et ayant des antécédents judiciaires a été arrêté, la semaine dernière, par les éléments de la police judiciaire de la 5<sup>e</sup> sûreté urbaine de Béjaïa.

Par H. Cherfa

Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «*le malfaiteur s'est spécialisé dans le vol d'objets dans les chambres d'hébergement des étudiants dans les résidences universitaires*». L'individu a été arrêté suite à une enquête de police menée après des plaintes déposées par des étudiants dont plusieurs objets ont disparu de leurs chambres d'hébergement. Le malfaiteur a dérobé des souliers, un Laptop, téléphones mobiles, articles vestimentaires et des sommes d'argent. Il a été intercepté juste après son forfait par les agents de sécurité de la résidence, tentant de fuir à la faveur de l'obscurité avec un sac plein d'objets

volés. Le malfaiteur a été transféré au commissariat puis présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa. Il a été mis en examen pour «*vol avec effraction, en réunion à la faveur de la nuit et pour récidive*» et écroué, souligne la même source. Par ailleurs, deux individus âgés de 26 ans ont été appréhendés par les éléments de la brigade de lutte contre les stupéfiants de la sûreté de wilaya. Les policiers ont agi suite à un signalement des deux individus sur le numéro vert. L'un des deux dealers était à bord d'un véhicule de marque Hyundai, guettant de potentiels clients. Surveillé de près par les policiers, il sera arrêté en flagrant délit de trafic de

drogue (kif traité) dans un quartier de la Haute ville. Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «*il avait en sa possession 4 barrettes de kif et un petit morceau, soit un total de 8,7g, des cigarettes préparées et la somme de 70 000,00 DA représentant les revenus de la drogue écoulée*». Après enquête, les policiers ont identifié le fournisseur qui a été arrêté à son tour. «*Un dossier pénal a été rédigé pour possession, achat et commercialisation de kif traité*», ajoute la même source. Présentés devant la juridiction compétente, les mis en cause ont été écroués.

H. C.

Prière contre la sécheresse

## Salat El-Istisqa accomplie à travers les mosquées du pays

Salat El-istisqa a été accomplie hier à travers les mosquées de la République pour implorer Dieu Tout-Puissant afin qu'il fasse pleuvoir suite à la sécheresse enregistrée dans

plusieurs wilayas du pays. Le coordinateur de la Commission de la Fatwa au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Idir Mechnane, a précisé à l'APS que

«*Salat El-Istisqa a été accomplie à travers les mosquées du pays à partir de 10h00 suite à la sécheresse qui touche la plupart des wilayas cet automne*», soulignant que «*les fidèles ont imploré Dieu Tout-Puissant pour qu'il fasse pleuvoir*». Cette prière est une Sunna du Prophète Mohamed qui s'accomplit en deux unités de prières (Rak'ah). Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs avait appelé mercredi les imams à accomplir Salat El-Istisqa à travers toutes les mosquées du pays, conformément à la Sunna du Prophète. Le ministère a saisi toutes ses directions de wilaya pour l'accomplissement de cette prière suite à la sécheresse enregistrée dans plusieurs wilayas et aux demandes des citoyens en ce sens.

Yacine H.

Justice

## L'Algérie formera 15 femmes de la Police judiciaire libyenne

LE MINISTÈRE de la Justice organise du 17 au 26 octobre à Skikda une session de formation au profit de quinze femmes de la Police judiciaire libyenne travaillant dans l'Administration pénitentiaire, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. La formation, comportant une partie théorique et une autre pratique, portera sur «*la prise en charge des femmes détenues selon les*

*normes internationales*» et sera encadrée par des compétences algériennes du secteur pénitentiaire, a précisé la même source, ajoutant que les policières libyennes se rendront à cette occasion dans des établissements pénitentiaires dans la wilaya de Skikda pour prendre connaissance de leurs modes d'organisation et de fonctionnement.

R M